

# L'ÉDITO

Pierre Bouillon

## POUR RÉFORMER L'ÉCOLE, ENCORE FAUT-IL ÊTRE DOUÉ

**C'**est la douche froide. Pendant deux ans, à la demande de la Communauté française, les responsables des syndicats, des pouvoirs organisateurs (PO) et des fédérations de parents se sont usés à rédiger le Pacte d'excellence. Dévoilé en décembre, ce texte de 320 pages, émettant une centaine de propositions de réformes, vient d'être soumis à l'avis des membres et affiliés de chaque organisation impliquée dans le processus. Les derniers verdicts sont tombés mercredi : c'est non. On se résume ? Pour les PO, c'est « oui, à la condition que... » Pour les cinq syndicats enseignants, c'est « non, sauf si... » On vous le disait. C'est la douche froide. Que va devenir ce texte si longuement négocié ? On le jette à la mer ? Non. Commanditaire du Pacte d'excellence, le gouvernement de la Communauté française devra s'emparer du document et, d'une façon ou d'une autre, il devra l'appliquer. Le fait est que l'école francophone est dans l'état que l'on sait. Rester les bras ballants n'est même pas concevable. Si un élément a relié les avis exprimés par les organisations consultées, c'est celui-ci : il faut repenser l'école. Et que les opposés de principe au changement aillent donc consulter nos statistiques de redoublements et, en regard de ça, nos lumineuses prestations à Pisa. On n'y voit aucune invitation à l'immobilité.

Faut bouger. On va donc bouger. Mais que le politique médite une minute ou deux le verdict syndical cinglant qui a soldé le Pacte.

## Nos scores à Pisa ne sont pas une invitation à l'immobilisme. Faut agir

Ce rejet s'explique par des raisons objectives, bien sûr. Elles sont nombreuses (craintes pour l'emploi, texte trop vague...). Il y a des raisons subjectives, aussi. Comme l'a rapporté Joseph

Thonon, le président de la CGSP-enseignement, la consultation des affiliés sur le Pacte d'excellence a été l'occasion, pour les enseignants, d'exprimer un « malaise général » dû à des conditions de travail de plus en plus difficiles.

On ajoutera que le gouvernement de la Communauté, ces derniers temps, n'a pas montré un immense talent de réformateur. Et il n'est pas étonnant que la (vigoureuse) page Facebook « Non au Pacte d'excellence » ait été lancée par des profs de morale, victimes, comme les profs de religion, de ce cours de philo et citoyenneté (EPC) créé dans le primaire officiel en octobre.

Le gouvernement a imposé l'EPC à la hussarde, sans rien entendre des inquiétudes du terrain. Et il a créé une situation que les plus aimables qualifient de foutoir. Question : pas fichue de créer un nouveau petit cours à l'école primaire, la Communauté française va-t-elle vraiment pouvoir gérer une réforme qui équivaut à l'EPC x 10.000 ?

Quand on peut le plus, on peut le moins. Bon. Mais quand on est incapable du moins ?